

Cote du document:	<u>EB 2009/98/R.38/Rev.2</u>
Point de l'ordre du jour:	<u>17 d) iii)</u>
Date:	<u>22 avril 2010</u>
Distribution:	<u>Publique</u>
Original:	<u>Anglais</u>

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport du Président

Proposition de prêt supplémentaire et de don à la République du Pérou pour le

Projet de renforcement des marchés et de diversification des moyens d'existence dans la sierra méridionale – Phase II

Conseil d'administration — Quatre-vingt-dix-huitième session
Rome, 15-17 décembre 2009

Pour: **Approbation**

Note aux membres du Conseil d'administration

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour approbation.

Les représentants qui auraient des questions techniques à poser au sujet du présent document sont invités à se mettre en rapport avec le responsable du FIDA ci-après:

Roberto Haudry de Soucy

Chargé de programme de pays

téléphone: +39 06 5459 7234

courriel: r.haudry@ifad.org

Les demandes concernant la transmission des documents de la présente session doivent être adressées à:

Deirdre McGrenra

Fonctionnaire responsable des organes directeurs

téléphone: +39 06 5459 2374

courriel: d.mcgrenra@ifad.org

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Recommandation pour approbation	iii
Carte de la zone du projet	iv
Résumé du financement	v
I. Le projet	1
A. Principal créneau de développement visé par le financement supplémentaire du projet	1
B. Financement supplémentaire proposé	1
C. Groupe cible et participation	2
D. Objectifs de développement	3
E. Harmonisation et alignement	3
F. Composantes et catégories de dépenses	3
G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats	4
H. Avantages et justification économique et financière	4
I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement	5
J. Principaux risques	5
K. Durabilité	6
II. Instruments juridiques et autorité	6
III. Recommandation	7
Annexe	
Convenio de financiación negociado (Accord de financement négocié)	8
Appendices	
I. Key reference documents (Principaux documents de référence)	1
II. Logical framework (Cadre logique)	2

Sigles et acronymes

BID	Banque interaméricaine de développement
CLAR	Comité local d'allocation des ressources
SNIP	Système national d'investissement public

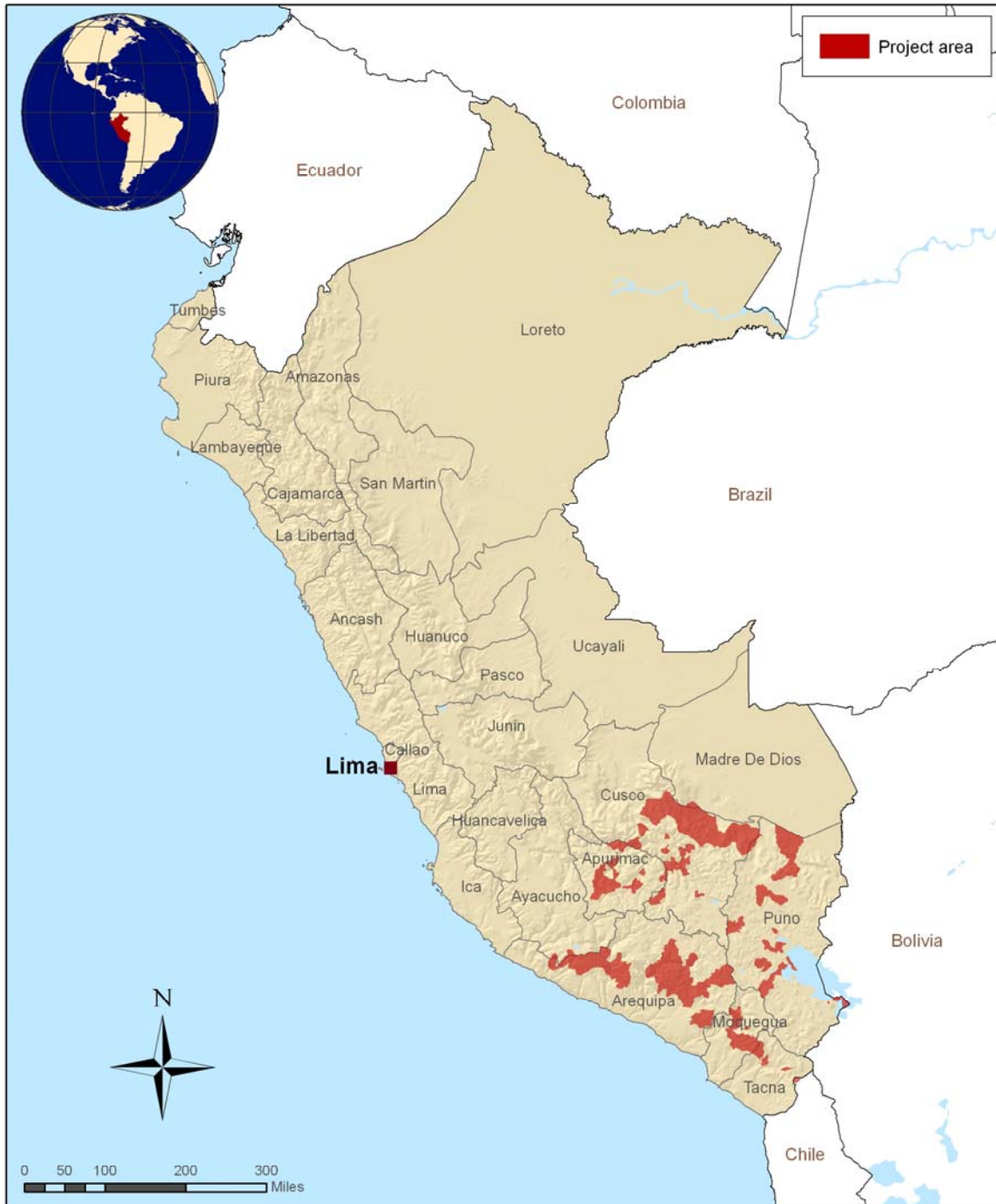
Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement supplémentaire en faveur de la République du Pérou pour le projet de renforcement des marchés et de diversification des moyens d'existence dans la sierra méridionale – Phase II, telle qu'elle figure au paragraphe 38.

Carte de la zone du projet

Peru

Market Strengthening and Livelihood Diversification in the Southern Highlands of Peru – Sierra Sur II Project



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

République du Pérou

Proposition de prêt supplémentaire et de don pour le projet de renforcement des marchés et de diversification des moyens d'existence dans la sierra méridionale – Phase II

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	République du Pérou
Organisme d'exécution:	Agro Rural (Ministère de l'agriculture)
Coût total du projet:	34,44 millions d'USD
Montant du prêt supplémentaire du FIDA:	5,20 millions de DTS (équivalant approximativement à 8,27 millions d'USD)
Montant du don du FIDA:	0,21 million de DTS (équivalant approximativement à 0,33 million d'USD)
Conditions du prêt supplémentaire du FIDA:	18 ans, y compris un différé d'amortissement de quatre ans, avec un taux d'intérêt correspondant au taux de référence annuel établi par le FIDA sur une base semestrielle
Prêt initial du FIDA:	12,1 millions de DTS (équivalant approximativement à 15,90 millions d'USD)
Contribution supplémentaire de l'emprunteur:	0,86 million d'USD
Contribution initiale de l'emprunteur:	1,20 million d'USD
Contribution supplémentaire des bénéficiaires:	3,28 millions d'USD
Contribution initiale des bénéficiaires:	4,60 millions d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

Proposition de prêt supplémentaire et de don à la République du Pérou pour le projet de renforcement des marchés et de diversification des moyens d'existence dans la sierra méridionale – Phase II

I. Le projet

A. Principal créneau de développement visé par le financement supplémentaire du projet

1. La présente proposition de prêt supplémentaire et de don offre au FIDA et au Gouvernement du Pérou la possibilité d'étendre la couverture et les bénéfices du projet à un plus grand nombre de familles rurales pauvres de la sierra méridionale, compte tenu de l'intérêt avéré des approches actuellement mises en œuvre dans cette région. L'extension géographique est motivée par les niveaux de pauvreté dans les hautes terres et par la remarquable capacité d'exécution du projet existant.

B. Financement supplémentaire proposé

Modalités et conditions

2. Il est proposé que le FIDA accorde à la République du Pérou un prêt supplémentaire d'un montant de 5,20 millions de DTS (équivalant approximativement à 8,27 millions d'USD) à des conditions ordinaires, et un don d'un montant de 0,21 million de DTS (équivalant approximativement à 0,33 million d'USD), pour contribuer au financement du projet de renforcement des marchés et de diversification des moyens d'existence dans la sierra méridionale – Phase II. Le prêt aura une durée de 18 ans, y compris un différé d'amortissement de quatre ans, avec un taux d'intérêt correspondant au taux de référence annuel établi par le FIDA sur une base semestrielle.

Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) du FIDA

3. L'allocation fixée pour la République du Pérou au titre du SAFP est de 28 468 760 USD sur les trois ans du cycle SAFP 2007-2009.

Corrélation avec les critères du cadre national de dépenses à moyen terme

4. Le prêt supplémentaire et le don ont été introduits dans le système national d'investissement public (SNIP), qui établit le cadre à l'intérieur duquel doivent s'inscrire tous les projets d'investissement public pour qu'une meilleure utilisation des fonds publics soit assurée.

Corrélation avec les approches nationales sectorielles ou d'autres instruments de financement conjoints

5. Bien qu'il n'y ait pas de définition claire d'une approche sectorielle, le projet contribue incontestablement à ce que le problème des conditions de pauvreté dans la sierra puisse être envisagé dans une telle optique. L'exécution incombera à l'organisme de coordination du développement rural constitué au sein du Ministère de l'agriculture, Agro Rural, qui gère les projets existants financés par le FIDA en même temps que d'autres financés par la Banque mondiale et la Banque interaméricaine de développement (BID).

Endettement du pays et capacité d'absorption de l'État

6. Un accord de financement entre la République du Pérou et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement supplémentaire proposé sera consenti à l'emprunteur et bénéficiaire. Une copie de l'accord de financement négocié ne sera pas distribuée lors de la session. Le Conseil est invité à approuver l'octroi d'un financement supplémentaire pour le projet proposé sous réserve de:
 - i) la présentation au FIDA, par l'emprunteur/le bénéficiaire, dans les six mois à compter de la date d'approbation par le Conseil d'administration, d'une déclaration

de viabilité ou de l'instrument juridique y relatif autorisant l'emprunteur/le bénéficiaire à poursuivre les négociations; et ii) la conclusion des négociations entre la République du Pérou et le FIDA dans les délais précités. Une copie de l'accord de financement négocié, ainsi que tout changement significatif apporté aux modalités et conditions soumises au Conseil à la présente session, seront distribués lors d'une future session.

Flux de fonds

7. Les fonds provenant du prêt du FIDA passeront par un compte spécial libellé en dollars des États-Unis. Les demandes de retrait au titre du financement supplémentaire du FIDA seront traitées par les signataires autorisés qu'aura désignés le Ministère des finances.

Modalités de supervision

8. Le prêt supplémentaire et le don seront directement supervisés par le FIDA.

Dérogations aux conditions générales applicables au financement du développement agricole et aux politiques opérationnelles du FIDA

9. Aucune dérogation n'est envisagée.

Gouvernance

10. Les mesures suivantes sont prévues afin de renforcer les aspects du financement du FIDA qui ont trait à la gouvernance: i) des audits indépendants seront effectués chaque année dans le respect des normes internationales d'audit et des directives du FIDA concernant la passation des marchés; ii) le projet sera l'objet d'une supervision directe, qui renforce les garanties en matière de gouvernance et le respect des politiques relatives à l'environnement, à la parité hommes-femmes et aux peuples autochtones; et iii) le FIDA participera à l'examen annuel du portefeuille auquel procède le Ministère de l'économie et des finances et qui permet d'adopter des mesures correctives, s'il y a lieu.

C. Groupe cible et participation

Groupe cible

11. Il est estimé, selon la politique du FIDA en matière de ciblage, que les bénéficiaires directs seront constitués de 14 000 familles rurales, sur un total de l'ordre de 40 000 familles rurales vivant dans 119 districts supplémentaires de 33 provinces de six régions de la sierra méridionale – Apurimac (5 provinces), Arequipa (6), Cusco (11), Moquegua (2), Tacna (2) et Puno (7) soit un territoire total de près de 50 000 km². Les bénéficiaires sont essentiellement des paysans et des éleveurs «campesinos» qui ne sont insérés que de façon marginale dans les marchés locaux puisqu'ils consomment l'essentiel de leur production.

Méthode de ciblage

12. Le projet suit les trois approches de ciblage décrites dans la politique du FIDA en la matière: ciblage géographique, autociblage et ciblage direct. L'application du ciblage géographique dans les hautes terres cadre avec la décision du Gouvernement de s'attaquer à la pauvreté dans cette région, où les conditions de pauvreté se font sentir le plus durement. L'autociblage consiste à assurer des services expressément adaptés aux priorités, aux actifs et à la capacité de main-d'œuvre du groupe cible, tout en étant moins intéressants pour les nantis. Le ciblage direct des femmes rurales pauvres continuera de favoriser le développement de leurs capacités d'organisation et leur accès aux services financiers, tels que les comptes d'épargne à taux bonifié.

Participation

13. Une pleine participation des bénéficiaires contribue à l'accroissement du capital social des familles participantes, ce qui leur permet d'affronter la pauvreté avec succès. Cet accroissement se traduit par: une plus forte incitation à investir dans les actifs ruraux; le lancement de nouvelles entreprises et l'adoption d'innovations; une

meilleure image de soi liée à la revalorisation du patrimoine culturel autochtone et à une plus grande assurance; une vision optimiste du long terme; et la confiance dans ses possibilités.

D. Objectifs de développement

Objectifs clés

14. Les objectifs du projet et l'objet du financement supplémentaire restent inchangés par rapport à ce qui était indiqué pour le prêt initial. Il s'agissait notamment d'autonomiser, de cibler et de renforcer les institutions et organisations des populations rurales pauvres; d'appliquer des méthodes participatives axées sur la demande; d'exploiter les possibilités du marché; et d'encourager une production agricole viable et un emploi durable des ressources naturelles.

Objectifs relatifs aux politiques et aux institutions

15. Le projet cadre avec le plan stratégique le plus récent du Ministère de l'agriculture, dont les objectifs principaux sont: i) d'élargir l'accès aux ressources hydrauliques et d'en améliorer l'utilisation; ii) de ménager un meilleur accès aux marchés locaux et étrangers; iii) de renforcer la recherche agricole; et iv) de poursuivre le développement rural.

Cohérence avec les politiques et stratégies du FIDA

16. Le prêt supplémentaire et le don cadrent également avec le programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) axé sur les résultats 2010-2014. Les objectifs stratégiques du COSOP sont les suivants: i) améliorer l'accès des communautés rurales pauvres à la gestion des savoirs et aux capacités techniques, afin d'agir dans le sens d'une utilisation et d'un contrôle durables des ressources naturelles et des actifs matériels; ii) élargir l'accès à des services financiers et non financiers publics et privés de qualité, afin d'améliorer la compétitivité et de renforcer les filières commerciales; et iii) d'accroître la participation communautaire aux processus de formulation des politiques et de prise de décision qu'appliquent les autorités régionales et locales.

E. Harmonisation et alignement

Alignement sur les priorités nationales

17. Les objectifs du projet sont en harmonie avec ceux d'Agro Rural, à savoir: i) promouvoir la rationalisation des programmes et des projets afin de rendre plus efficaces les interventions de l'État en zone rurale; ii) renforcer le cadre institutionnel de la gestion mixte (public-privé) du développement rural aux échelons national, régional et local; iii) favoriser une gestion des savoirs mettant en relief les expériences réussies de développement rural; et iv) encourager les investissements dans le secteur rural en mobilisant des ressources dans le cadre de partenariats public-privé.

Harmonisation avec les partenaires du développement

18. La présence d'Agro Rural permet une harmonisation des interventions avec d'autres partenaires du développement, principalement la Banque mondiale et la BID. Ces deux institutions financières internationales mènent des projets sous l'égide d'Agro Rural: *programa de apoyo a las alianzas rurales productivas en la sierra* (programme d'appui aux alliances rurales productives dans la sierra - ALIADOS) et *programa de servicios de apoyo para acceder a mercados rurales* (programme de services d'appui à l'accès aux marchés ruraux – PROSAAMER).

F. Composantes et catégories de dépenses

Principales composantes

19. Le projet comprend trois composantes principales et un certain nombre de sous-composantes ou d'activités principales: i) gestion améliorée des ressources naturelles, avec à ce titre: a) incitations à développer et maintenir les actifs physiques et b) formation d'agriculteur à agriculteur; ii) renforcement des marchés

locaux, avec à ce titre: a) développement des entreprises locales et b) appui à l'intermédiation financière rurale, ce qui englobe l'insertion dans le marché financier formel et des innovations financières en faveur des pauvres; et iii) gestion des savoirs et du patrimoine culturel.

Catégories de dépenses

20. Le financement global se subdivise en neuf catégories de dépenses: assistance technique; incitations; formation; investissements locaux; dons de contrepartie; services de consultants et études; équipement et véhicules; salaires; et audit et suivi-évaluation.

G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats

Principaux partenaires d'exécution

21. Il s'agit en premier lieu: i) d'Agro Rural, organisme responsable de l'exécution du projet; ii) d'autorités régionales et locales ayant exprimé le désir de cofinancer des initiatives locales; iii) de sociétés minières ayant déjà collaboré au projet; iv) d'associations de migrants qui pourraient souhaiter contribuer au développement de leurs communautés d'origine; et surtout v) des organisations de campesinos, principales bénéficiaires des activités du projet.

Responsabilités en matière d'exécution

22. La responsabilité de l'exécution des activités financées au moyen des fonds supplémentaires sera confiée à Agro Rural, actuellement chargé de l'exécution du projet. L'exécution du projet continuera de s'opérer suivant le modèle du noyau central, et les transferts financiers prévus contribueront à conforter la formule du comité local d'allocations des ressources (CLAR). Agro Rural fera face à l'extension du projet, en maintenant les bureaux locaux de projet préexistants et en finançant l'ouverture de trois nouveaux bureaux, à Abancay, Urcos et Azangaro.

Rôle de l'assistance technique

23. Le projet attribue un rôle important à la prestation de services d'assistance technique ou de conseil. Les groupes de bénéficiaires chargent des prestataires d'assistance technique de développer plus avant les entreprises qu'ils ont créées, notamment dans les secteurs de la production, de la transformation et de la commercialisation. Les contrats passés à cet effet par les communautés couvrent toute une gamme de services de conseil portant notamment sur la gestion, le droit et d'autres questions administratives. Les groupes bénéficiaires supervisent les services rendus, en évaluent la qualité et les rétribuent s'ils la jugent satisfaisante.

Situation des principaux accords d'exécution

24. Les accords d'exécution sont déjà en place, car les responsabilités en la matière continueront d'être exercées par le dispositif établi au sein d'Agro Rural.

Principaux partenaires financiers et montants engagés

25. Le financement supplémentaire total du projet est de 12,74 millions d'USD sur trois ans, dont 0,33 million d'USD à titre de don. Les sources de financement sont: le FIDA (8,60 millions d'USD, soit 67%); le Gouvernement du Pérou, y compris les municipalités (0,86 million d'USD, soit 7%); et les bénéficiaires (3,28 millions d'USD, soit 26%).

H. Avantages et justification économique et financière

Principales catégories d'avantages découlant du projet

26. L'exécution du projet se traduira par: i) l'amélioration des ressources physiques des bénéficiaires; ii) le renforcement de leur capacité à négocier; iii) la réduction de la marginalité du groupe cible par l'octroi aux associations d'émigrants, aux groupes d'intérêt et aux administrations locales de dons de contrepartie devant leur permettre de préserver et d'exploiter leur patrimoine culturel et matériel de façon à rehausser l'opinion qu'ils ont d'eux-mêmes; iv) une incitation accrue des femmes

rurales pauvres à épargner; et v) un meilleur accès aux services financiers et aux régimes d'assurance vie.

Viabilité économique et financière

27. Il ressort d'une analyse économique et financière faisant partie de l'étude de faisabilité réalisée selon la méthodologie SNIP (système national d'investissement public) que le projet est viable. La valeur actuelle nette s'élève à 17 millions de nouveaux soles péruviens (PEN)¹ aux prix du marché, le taux de rentabilité s'établissant à 66%. L'analyse basée sur les prix subventionnés donne une valeur actuelle nette de 16 millions de PEN et un taux de rentabilité de 26%.

I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement

Modalités de gestion des savoirs

28. Le projet comporte une composante spécifique de gestion des savoirs, que viendra renforcer le financement sous forme de don. Le personnel du projet participera pleinement au programme régional de recherche et de diffusion concernant les innovations dues aux campesinos, résultant d'une initiative conjointe FIDA-CRDI (Centre de recherches pour le développement international). Ce programme vise à identifier, comprendre et amplifier des innovations rurales probantes qui valorisent les stratégies et le patrimoine des populations rurales pauvres. Il encourage les politiques et les investissements publics propres à faciliter un élargissement durable et décentralisé de telles innovations. Dans le cadre de cette composante, des travaux supplémentaires seront menés afin de systématiser et de diffuser les expériences recueillies ainsi que de recouvrer une plus grande partie du patrimoine immatériel.

Innovations en matière de développement

29. Le financement supplémentaire étendra les aspects novateurs du projet existant, principalement la délégation des décisions aux bénéficiaires et le transfert des ressources à ces derniers afin qu'ils les administrent aux moyens des contrats conclus par la communauté. Le projet continuera d'intensifier l'appui aux innovations visant la mobilisation de l'épargne des femmes rurales pauvres, la reconnaissance de l'importance des savoirs locaux et le recours aux dispositifs de participation des bénéficiaires par une expansion des CLAR établis auprès des administrations locales.

Approche d'élargissement

30. Le prêt supplémentaire et le don renforcent ainsi les décisions du FIDA et du gouvernement relatives à l'élargissement d'un programme de développement rural couvrant la possibilité de constituer un panier de fonds ou de programmes de caractère national. Les perspectives d'élargissement sont bonnes, compte tenu du soutien politique des administrations régionales des hautes terres – fermement attachées aux concepts et aux approches du FIDA – et de la création récente, au sein du Ministère de l'agriculture d'Agro Rural, qui regroupe sous son égide des projets auparavant autonomes.

J. Principaux risques

Principaux risques et mesures d'atténuation

31. Le projet est exposé à trois principaux risques: i) les conflits sociaux susceptibles d'être engendrés dans la zone du projet, par la présence d'entreprises minières, tant formelles qu'informelles, qui ont été à l'origine de troubles graves par le passé; ii) les pesanteurs administratives et bureaucratiques susceptibles d'entraver la mise en œuvre d'une approche harmonisée du développement de la sierra méridionale et les conflits éventuels entre divers organismes publics; et iii) l'impact sur la productivité agricole du changement climatique général ainsi que d'El Niño et de La Niña.

¹ 1 USD = 2,86 PEN.

32. Les mesures d'atténuation prévues pour le premier risque identifié comprennent la mise à profit de l'expérience apportée, dans le cadre du projet, par l'association d'entreprises minières formelles à un effort de développement local mené également avec une participation communautaire. Le deuxième risque peut être atténué par la conduite d'une action concertée avec d'autres bailleurs de fonds, principalement la Banque mondiale et la BID, ce qui aiderait les autorités gouvernementales à élaborer et à exécuter les stratégies de développement de la sierra méridionale sous les auspices du Bureau du Président du Conseil des ministres, qui peut veiller à ce que tous les acteurs suivent une approche cohérente. Il est possible d'atténuer le troisième risque en améliorant la coordination avec le programme de reboisement du Ministère de l'agriculture et en aidant les communautés à déceler les conditions néfastes pour l'environnement et à y réagir en recourant à la méthode préexistante de sélection sur concours.

Classification environnementale

33. À l'issue des procédures d'évaluation environnementale du FIDA, le projet a été classé en catégorie B car il ne devrait pas avoir d'impact notable sur l'environnement. Au contraire, les activités du projet devraient avoir un impact favorable, principalement par l'amélioration de la gestion des ressources naturelles et des actifs physiques des organisations bénéficiaires.

K. Durabilité

34. Le projet est expressément conçu pour induire à long terme un renforcement des communautés et des organisations locales, en s'appuyant sur l'expérience acquise par le FIDA au Pérou. La stratégie adoptée à cet effet consiste à évaluer la capacité des organisations locales à conclure des contrats, à faciliter la formation de groupes d'intérêts communs, à donner un caractère formel aux organisations qui n'ont pas de statut juridique, à transférer directement des ressources aux bénéficiaires par le biais de contrats conclus au niveau de la communauté, à encourager la création de coentreprises à l'échelon local, à recourir plus largement aux savoirs locaux dans l'exécution du projet, et à introduire le suivi participatif et consulter régulièrement les parties prenantes.

II. Instruments juridiques et autorité

35. Un accord de financement entre la République du Pérou et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement supplémentaire proposé sera consenti à l'emprunteur et bénéficiaire. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe en annexe.
36. La République du Pérou est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
37. Je certifie que le financement supplémentaire proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères en matière de prêts.

III. Recommandation

38. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement supplémentaire proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds fera à la République du Pérou un prêt à des conditions ordinaires d'un montant équivalant à cinq millions deux cent mille droits de tirage spéciaux (5 200 000 DTS) et qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République du Pérou un don d'un montant équivalant à deux cent dix mille droits de tirage spéciaux (210 000 DTS) et qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Convenio de financiación negociado: "Fortalecimiento de los mercados, diversificación de los ingresos y mejoramiento de las condiciones de vida en la Sierra Sur del Perú – Proyecto Sierra Sur II"

(Negociaciones concluyeron el 4 de marzo de 2010)

Número del Préstamo: [insertar número]

Número de la Donación: [insertar número]

Proyecto "Fortalecimiento de los mercados, diversificación de los ingresos y mejoramiento de las condiciones de vida en la Sierra Sur del Perú – Proyecto Sierra Sur II" (el "Proyecto")

El Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola (el "Fondo" o el "FIDA")

y

La República de Perú (el "Prestatario")

(cada uno de ellos por separado la "Parte" y los dos colectivamente las "Partes")

acuerdan lo siguiente:

Por cuanto el Prestatario/Receptor y el Fondo concluyeron un convenio de préstamo de fecha 11 de octubre de 2004 (el "Convenio de préstamo No 602-PE"), y

Por cuanto el Prestatario/Receptor ha solicitado al Fondo financiación adicional y el Fondo acepta proporcionar una donación y un préstamo adicional para apoyar en la financiación del mismo.

Sección A

1. Los siguientes documentos conforman colectivamente el Convenio: el presente documento, la Descripción del Proyecto y las Disposiciones de ejecución del Proyecto (Anexo 1), el Cuadro de asignaciones (Anexo 2) y las *Condiciones Generales para la Financiación del Desarrollo Agrícola* de fecha 29 de abril de 2009 (las "Condiciones Generales").
2. Las Condiciones Generales y cualquiera de las disposiciones en ellas contempladas serán aplicables al presente Convenio. A los efectos del presente Convenio, los términos definidos en las Condiciones Generales tendrán el significado en ellas indicado.
3. El Fondo proporcionará un Préstamo y una Donación al Prestatario/Receptor (la "Financiación"), que el Prestatario/Receptor utilizará para ejecutar el Proyecto de conformidad con los términos y condiciones del presente Convenio.

Sección B

1. A. El monto del préstamo es de DEG 5 200 000.
B. El monto de la donación es de DEG 210 000.
2. El Préstamo se concede en condiciones ordinarias.

3. La Moneda de Pago del Servicio del Préstamo será el dólar de los Estados Unidos (USD).
4. El primer día del Ejercicio Financiero aplicable será el 1° de enero.
5. Los pagos del capital y los intereses serán pagaderos cada 1 de febrero y 1° de agosto. El capital será pagadero en 27 plazos semestrales de DEG 185 715 y un último plazo semestral de DEG 185 695 comenzando 4 años después de la fecha de entrada en vigor siempre que el Fondo haya aprobado el primer POA de conformidad con la Sección 4.02 b) de las Condiciones Generales. En dicho momento el Fondo comunicará al Prestatario el calendario de amortización correspondiente.
6. Habrá una Cuenta del Proyecto en beneficio de la UEP en el Banco de la Nación u otro Banco aceptable para el Fondo.
7. El Prestatario/Receptor proporcionará financiación de contrapartida para el Proyecto por el monto de USD 861 200.

Sección C

1. El Organismo Responsable del Proyecto será el Ministerio de Agricultura, a través del Programa de Desarrollo Productivo Agrario Rural – AGRO RURAL.
2. La Fecha de Terminación del Proyecto será el 31 de diciembre de 2013.

Sección D

El Préstamo y la donación serán administrados y el Proyecto será supervisado por el Fondo, de conformidad con el Artículo III de las Condiciones Generales.

Sección E

1. Se considera que es motivo adicional para la suspensión del presente Convenio el siguiente: que se hayan tomado medidas para la disolución, suspensión de la UEP u otras que impidan la ejecución de la misma, del modo previsto en este Convenio, y tales medidas, a juicio del Fondo, puedan tener consecuencias adversas para el Proyecto.
2. Se considera que es condición específica adicional previa para el retiro de fondos de la donación: que el Organismo Responsable del Proyecto haya elaborado una propuesta de uso de los fondos de la donación que sea aceptable para el FIDA.
3. Se indican a continuación los representantes designados:

Por el Fondo:
Presidente del FIDA

Por el Prestatario:
Ministro de Economía y Finanzas

4. Se indican a continuación las direcciones que han de utilizarse para cualquier intercambio de comunicaciones relacionadas con el presente Convenio:

Ministerio de Economía y Finanzas
Jr Junin 319
Lima 1, Perú
Fax: (51-1) 626-9921

Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola
Via Paolo di Dono 44
00142 Roma, Italia
Fax: (3906) 5043463

AGRO RURAL
Av. Alameda del Corregidor 155
Lima 41, Perú
Fax: (51-1) 349-3744

UEP – NEC Proyecto Desarrollo Sierra Sur
Calle Sucre 307
Chivay – Caylloma – Arequipa, Perú
Fax: (51-54) 531103

El presente Convenio, de fecha [insertar fecha], se ha preparado en idioma (ESPAÑOL) en seis (6) copias originales, tres (3) de las cuales son para el Fondo y las otras tres (3) para el Prestatario/Receptor.

Por el Fondo
[insertar nombre y cargo]

Por el Prestatario
[insertar nombre]

Anexo 1

Descripción del Proyecto y disposiciones de ejecución

I. Descripción del proyecto

1. La descripción del Proyecto y disposiciones de ejecución son las mismas que las contenidas en el Convenio de Préstamo N° 602-PE. Con la salvedad de algunos distritos adicionales en el área del Proyecto, y consiguiente aumento de la población objetivo. Asimismo, el proyecto contará con 3 oficinas locales adicionales (OLP) en Abancay, Urcos y Azángaro.
2. *Área del Proyecto.* El proyecto se llevara a cabo en 119 distritos adicionales de las siguientes 33 provincias de la Sierra Sur de las regiones Apurímac, Arequipa, Cusco, Moquegua, Puno y Tacna. En Apurímac: Abancay, Antabamba, Aimaraes, Cotabambas y Grau; en Arequipa: Arequipa, Caravelí, Castilla, Caylloma, Condesuyos y La Unión; en Cusco: Acomayo, Anta, Calca, Canchis, Chumbivilcas, Cusco, La Convención, Paruro, Paucartambo, Quispicanchis y Urubamba; en Moquegua: Mariscal Nieto y General Sánchez Cerro; en Puno: Azángaro, Carabaya, Lampa, Melgar, Puno, San Román y Yunguyo; en Tacna: Candarave y Tacna. Dicha área podrá ser modificada de común acuerdo entre el Prestatario y el Fondo.
3. Grupo-objetivo. Se beneficiarán del Proyecto familias campesinas que incluyen artesanos y microempresarios de áreas rurales, pueblos y ciudades intermedias que generen ingreso en el mundo rural. Estas familias están organizadas en comunidades campesinas u otras formas asociativas, y cuentan con personería jurídica, poseen u ocupan tierras en las cuales practican la agricultura, ganadería, pesca y actividades no agropecuarias que les generan ingresos. Se beneficiarán además diversas asociaciones de migrantes, que mantienen fuertes vínculos culturales y económicos con sus comunidades y pueblos de origen. Se pondrá especialmente énfasis en apoyar a los sectores más vulnerables del grupo-objetivo y en particular modo a la mujer, quienes serán priorizadas en todas las acciones del Proyecto.
4. Meta. La meta del Proyecto es reducir los niveles de pobreza en 15 911 familias pobres rurales de la Sierra Sur, con un aumento sostenido de sus activos humanos, naturales, físicos, financieros, culturales y sociales. Se potenciarán las capacidades de acción, se acompañarán las iniciativas y se fortalecerán las instituciones locales a partir de una metodología basada en la demanda, el aprovechamiento de oportunidades de negocios y el uso de sus recursos naturales de forma sostenible.
5. Objetivo. Hombres y mujeres campesinos y microempresarios en la Sierra Sur aumentan sus ingresos, activos tangibles y valorización de sus conocimientos, organización social y autoestima.
6. Componentes. Los componentes del Proyecto son:

A. MANEJO DE RECURSOS NATURALES

El propósito de este componente es mejorar la calidad y el valor económico de los recursos naturales productivos en el área del Proyecto. A tal fin se llevarán a cabo:

- A.1. Incentivos para la formación y mejoramiento de los activos físicos. Consiste en el establecimiento de un Fondo de Incentivos para acompañar y cofinanciar las iniciativas asociativas y/o de comunidades campesinas en la

formación y manejo de sus activos físicos. Lo esencial de este subcomponente es la metodología competitiva de transferencia de recursos. El proyecto promueve que las comunidades u otras organizaciones campesinas, y las familias que las integran, se comprometan a ejecutar las mejores prácticas de manejo de sus recursos naturales que ellos mismos identifiquen. Las organizaciones de campesinos priorizarán sus actividades, elaborarán sus "mapas parlantes", contratarán especialistas locales, desarrollarán sus iniciativas, nombrarán jurados y organizarán concursos cuyos costos y premios en efectivo serán pagados por el Fondo de Incentivos.

A.2. Capacitación de campesino a campesino. Consiste en la transmisión horizontal de conocimientos y prácticas tradicionales y modernas efectuadas por campesinos especialistas que serán contratados como asistentes técnicos directamente por las organizaciones de campesinos. Las mejoras a aplicarse sobre los recursos naturales serán acompañadas con la prestación de servicios de especialistas que reúnan prácticas y conocimientos modernos y tradicionales. Del mismo modo, el Proyecto financiará pasantías, becas y viajes de estudio a los campesinos participantes y campesinos proveedores de asistencia técnica. Un número de animadores rurales, elegido en sesiones públicas con presencia de autoridades locales, apoyará en la organización de las actividades seleccionadas.

B. FORTALECIMIENTO DE LOS MERCADOS LOCALES

El propósito de este Componente es aumentar las oportunidades de generación de ingresos para hombres y mujeres que conducen pequeñas explotaciones agropecuarias y negocios en el área del proyecto, contribuyendo a aumentar las transacciones en los mercados de bienes y servicios financieros y no financieros. A tal fin se llevará a cabo:

B.1. Desarrollo de negocios locales a través de:

- i) inversiones en desarrollo local: promoviendo los negocios de las localidades urbanas y rurales del área del Proyecto incluyendo los servicios de turismo, artesanía, aprovechamiento del patrimonio cultural y cualquier otra actividad que garantice mejoras en los ingresos del grupo-objetivo; estas actividades se seleccionarán concursando las mejores propuestas y éstas se cofinanciarán con los municipios, las asociaciones de migrantes y los grupos de interés local; y
- ii) cofinanciamiento de la asistencia técnica: para ello los mismos beneficiarios contratarán con fondos del Proyecto servicios de asistencia técnica de especialistas en administración, gestión, producción, procesamiento, mercadeo, servicios jurídicos, entre otros. Los proveedores de servicios serán usualmente especialistas privados independientes, profesionales, artesanos o campesinos, empresas u ONG.

B.2. Apoyo a la intermediación financiera rural. Pretende mejorar, en condiciones de mercado, el acceso de los pobres rurales, principalmente mujeres, a servicios populares de captación de ahorro, micro seguros, transferencias monetarias bancarias y manejo de remesas, así como otros servicios incluyendo el microcrédito. Con este fin, actúa por el lado de la demanda impulsando a las mujeres pobres a abrir cuentas de ahorro personal en instituciones financieras

formales de su elección; y por el lado de la oferta, apoyando la innovación financiera reduciendo los costos de transacción y promoviendo otras nuevas tecnologías financieras y cambios institucionales a favor de los pobres. Las principales acciones a realizarse son:

- i) inclusión en el mercado financiero formal: Está destinado a promover la demanda y el uso de servicios de ahorro formal de las mujeres rurales. El Proyecto capacitará y premiará a mujeres que abran una cuenta personal de ahorro en instituciones financieras supervisadas, mantengan e incrementen sus depósitos de manera regular, e inviertan los recursos financieros acumulados, eventualmente complementado con un microcrédito, en activos productivos, en la adquisición o mejora de una propiedad, en un pequeño negocio u otros propósitos. El uso de una cuenta de ahorro personal permitirá a las mujeres "intermediar" sus propios recursos financieros, atender emergencias y facilitarles la conformación de un patrimonio empresarial o familiar;
- ii) innovación financiera en favor de los pobres: Actúa como mecanismo de promoción de la oferta para expandir y acrecentar, de manera eficiente, y sostenible en condiciones de mercado, los servicios financieros a favor de los pobres rurales, ofrecido por los bancos e instituciones que conforman el sistema financiero local existente.

C. GESTIÓN DEL CONOCIMIENTO Y ACTIVOS CULTURALES

El propósito de este Componente es la valoración de los activos intangibles de la población local en función de los Componentes A y B del presente Anexo y de los objetivos de desarrollo propuestos por el Proyecto. A tal fin se llevará a cabo:

C.1. La recuperación y sistematización del conocimiento local y los activos culturales, para lo cual: i) se establecerá un registro de especialistas locales y apoyará la valorización de sus conocimientos en el mercado; y ii) se promoverán las iniciativas culturales que generen ingresos y preserven el patrimonio.

C.2. La divulgación y socialización de los conocimientos sistematizados, contribuyendo al crecimiento en cantidad y calidad del conjunto de los conocimientos locales a través de la radio, servicios de acceso a la información, eventos de capacitación, de intercambio, de concursos y premios, y cofinanciamiento con otras instituciones que operen en el área. Los recursos de la donación se emplearán para este propósito.

II. Gestión y Administración del Proyecto

Para la gestión y administración del proyecto AGRO RURAL garantizará que:

1. El seguimiento y evaluación sea orientado a satisfacer las necesidades de seguimiento y evaluación de las mismas organizaciones campesinas y a contribuir a los estudios de impacto de las autoridades nacionales en la medición de la pobreza.
2. Se prepare una propuesta para los arreglos institucionales y uso de fondos de la Donación que deberá ser aceptable para el FIDA.

III. Disposiciones de ejecución

1. Organismo Responsable del Proyecto.

El Ministerio de Agricultura, a través de AGRO RURAL, en su condición de Organismo Responsable del Proyecto, asumirá la responsabilidad general de la ejecución del mismo y lo implementará, de manera descentralizada a través de la Unidad Ejecutora del Proyecto (UEP) ya establecida bajo el Convenio de Préstamo N° 602-PE.

2. Unidad Ejecutora del Proyecto (UEP)

AGRO RURAL mantendrá durante el Período de Ejecución del Proyecto la UEP, ya creada, mediante la modalidad establecida en el Convenio de Préstamo N° 602-PE.

AGRO RURAL mantendrá la conformación de la UEP existente.

La UEP, entre otras funciones: manejará los fondos del Proyecto, seleccionará y adquirirá los equipos y materiales necesarios para la operación del Proyecto en sus respectivas sedes; diseñará y ejecutará la estrategia de implementación del Proyecto; operará el seguimiento y evaluación (SyE) del Proyecto conforme al sistema de AGRO RURAL; elaborará el POA; elaborará los informes semestrales y anuales de avances; y contratará, supervisará y realizará el control de calidad de todos los servicios externos.

3. Oficinas Locales del Proyecto (OLP)

AGRO RURAL contará, durante el Período de Ejecución del Proyecto, con tres nuevas OLP en las ciudades de Abancay, Urcos y Azángaro.

Las OLP se encargarán de: ejecutar o hacer que se ejecuten las actividades del Proyecto en la zona; presentar el Proyecto y mantener informados de los avances y resultados a los distintos actores involucrados a nivel zonal; coordinar con las instituciones de la zona y en particular con las entidades financieras locales para facilitar la apertura de las cuentas corrientes o de ahorro de las comunidades y organizaciones campesinas; ajustar, si corresponde, y previa coordinación con la UEP, la estrategia de implementación del Proyecto según las características de cada zona; firmar los convenios y contratos pertinentes entre las comunidades u organizaciones campesinas y el Proyecto; favorecer la cofinanciación de actividades con municipios y entidades públicas y privadas que operan en su área geográfica y presentar a su debido tiempo las rendiciones de cuentas a la UEP.

4. Comité Directivo del Proyecto (CDP)

AGRO RURAL mantendrá el Comité Directivo del Proyecto (CDP) compuesto por un representante del Ministerio de Agricultura quien lo presidirá, un representante del Ministerio de Economía y Finanzas y un representante del Fondo. El CDP se reunirá por lo menos dos veces al año. El Director de la UEP será miembro del Comité solo con derecho a voz, y actuará como secretario del mismo. El CDP será el responsable de: i) Proponer el nombramiento o remoción del Director del Proyecto; ii) conocer, orientar y recomendar los grandes lineamientos del Proyecto y, particularmente aprobar los planes operativos anuales, los presupuestos y los informes anuales; iii) resolver problemas no previstos y tomar rápidamente decisiones; iv) garantizar la coherencia entre el Proyecto, las políticas públicas nacionales y regionales y, particularmente, la estrategia de reducción de la pobreza del país; v) evaluar la gestión del proyecto; y v) aprobar el Reglamento de Operaciones.

5. Comités Locales de Asignación de Recursos (CLAR)

A fin de asegurar el logro de los objetivos específicos del Proyecto, AGRO RURAL asegurará la participación de los beneficiarios en las diferentes instancias de selección de propuestas, adjudicación de los recursos del Préstamo y seguimiento y evaluación. A tal fin, la UEP establecerá progresivamente en las nuevas áreas de intervención los respectivos CLAR como instancias de asignación de recursos para las iniciativas de manejo de recursos naturales, inversiones locales y transferencia tecnológica. Estarán integrados por autoridades municipales y comunales, mujeres líderes y grupos empresariales y directivos de proyectos de desarrollo en cada área. Revisarán la documentación requerida para cada tipo de financiamiento de acuerdo a los criterios de elegibilidad y prepararán y entregarán a la OLP un Acta de Aprobación de Proyectos.

6. Reglamento de Operaciones.

Se mantendrá y adaptará el Reglamento de Operaciones del Proyecto previsto en el Convenio de Préstamo N° 602-PE.

Anexo 2

Cuadro de asignaciones

1. Asignación de los recursos del Préstamo y la Donación:

a) En el cuadro que figura a continuación se presentan las Categorías de Gastos Admisibles que se financiarán con cargo al Préstamo y la Donación y la asignación de los montos del Préstamo y la Donación a cada Categoría, así como los porcentajes de los gastos correspondientes a los rubros que se financiarán en cada Categoría:

Categoría	Monto del Préstamo asignado (expresado en DEG)	Monto de la Donación asignado (expresado en DEG)	Porcentaje
I. Cuenta de Asistencia Técnica	1 850 000		100% excluyendo impuestos y aportes de beneficiarios
II. Fondo de Incentivos	1 540 000	90 000	100% de gastos totales, excluyendo impuestos y aportes de beneficiarios
III. Capacitación	170 000		100% de gastos totales
IV. Inversiones Locales	280 000		100% excluyendo impuestos y aporte de los beneficiarios
V. Consultorías y Estudios	150 000	120 000	100% excluyendo impuestos
VI. Equipamiento y Vehículos	50 000		100% excluyendo impuestos
VII. Costos Operativos	540 000		100% excluyendo impuestos
VIII. Auditorías	100 000		100% excluyendo impuestos
IX. Sin Asignación	520 000		
TOTAL	5 200 000	210 000	

b) Los términos que se emplean en el cuadro *supra* se definen más abajo.

2. *Algunas definiciones.* A los efectos del presente Apéndice, los términos que se indican a continuación tendrán los siguientes significados:

- a) "Cuenta de Asistencia Técnica", son los gastos admisibles incurridos por concepto de transferencias directas a los Beneficiarios para la contratación de servicios diversos;
- b) "Fondo de Incentivos", son los gastos admisibles incurridos por concepto de transferencias directas a los Beneficiarios bajo la forma de premios y otros incentivos;

"Inversiones Locales", son los gastos admisibles incurridos por concepto de cofinanciamiento a Municipios, Asociaciones de Migrantes y Grupos de Interés Local que inviertan en propuestas de negocios de los Beneficiarios.

Key reference documents

Country reference documents

Trivelli, Carolina Hildegard Venero, Rosa Morales, Johanna Yancari y Roberto Piselli, MINAG IEP, 2006 Definición del Ambito de Intervención para el Proyecto: Fortalecimiento de los Actores, Activos, Mercados y Políticas para el Desarrollo Rural.

del Carpio Olga MINAG, IICA 2006 Marco Institucional en el Área del Proyecto.

Bernaola Alejandro, MINAG, 2006 Dinámica y desarrollo del mercado de productos y servicios agrarios rurales en las regiones de La Libertad, Amazonas, Cajamarca y Lambayeque.

MINAG, 2006 Experiencias Exitosas de Programas y Proyectos de Desarrollo Rural en el Peru

IFAD reference documents

IFAD, 2002 Country Strategic Opportunities Paper

IFAD, 2009 Country Strategic Opportunities Programme

Trudel, Monique, Illia Rosenthal, Ludwig Huber, Pierre de Zutter, Análisis cualitativo de los activos y de los sueños de la población rural pobre en ocho comunidades de los departamentos de Apurímac, Ayacucho y Huancavelica

IFAD, 2004 Evaluación Temática sobre Experiencias Innovadoras de los Proyectos del FIDA en el Perú

IFAD, 2000 Evaluación Terminal del Proyecto de Fortalecimiento de los Sistemas de Extensión en la Sierra (FEAS)

IFAD, 2002 Evaluación Preterminal del Proyecto de Manejo de los Recursos Naturales en la Sierra Sur (MARENASS)

IFAD, 2006 Evaluación Preterminal del Proyecto de Desarrollo del Corredor Puno-Cusco

Other miscellaneous reference documents

Escobal, Javier, y Martin Valdivia, GRADE, 2004 Perú: hacia una estrategia de desarrollo para la Sierra rural

Molano, Olga Lucia, 2006 Esta casa es con plata de cuyes. Identificación y valorización de de los activos de los pobres rurales

Pérez Antonio, Banco Mundial, 2006 Hacia la competitividad agropecuaria y la equidad rural. Perú La Oportunidad de un País Diferente. Banco Mundial

IFAD, 2005 Independent External Evaluation of IFAD

Caballero José Maria Caballero, Carolina Trivelli, y Maria Donoso Clark, Banco Mundial, 2006 Desarrollo Territorial. Perú La Oportunidad de un País Diferente

Zutter, Pierre de, 2004 Diez claves de éxito para el desarrollo rural.

World Bank, 2002 Rural Development Strategy for the Peruvian Sierra

World Bank, 2005 Opportunities for All, Poverty Assessment

Logical framework¹

Narrative	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
Goal Poverty levels reduced, with enhanced human, natural, physical, financial and social assets of rural families in the southern highlands.	Poverty level (extreme poverty level 37,4 % and poverty level 68,8% in 2008) in Southern Highlands reduced by 15% in 2012	. Living Standards Measurement Surveys and National Household Surveys	
Project Objective Small-scale farmers (men and women) and micro entrepreneurs in the southern highlands have increased their income and tangible assets, and increased their knowledge, social organization and self-esteem.	36 000 households with average incremental income of US\$ 150/annum 23 000 households with increased value of physical and natural assets by US\$ 1 000	- Assessment of physical and natural assets by specialized investigations - Records and survey of micro enterprises - Randomized income survey	<ul style="list-style-type: none"> Stable macro economic conditions.
Results 1. Natural resources rehabilitated and managed in a sustainable manner	21 000 households with improved natural management practices 22 500 persons trained in natural management practices (15 750 men, 6 750 women) 6000 hectares of irrigated land, 3500 hectares of improved dry lands and 33 000 hectares of improved rangelands 9 Local Resource Allocation Committees functioning 2800 family competitions, 136 intra-community competitions 340 organizations with 1600 technical assistance contracts	- Records of communities groups - Mapping of natural practices - Records of Local Resource Allocation Committees - Monitoring and evaluation reports	<ul style="list-style-type: none"> Mitigated impact on agricultural productivity from climate change.
2. Farmer organizations and micro entrepreneurs contract technical assistance and are integrated in local, regional and national financial and non-financial economy	33 000 persons (25 250 men, 7750 women) with access to co-financed technical assistance 1480 organizations managing a profitable micro enterprise with 4400 technical assistance contracts 3000 technical assistance providers contracted, of which 750 are women 13 000 women with saving accounts 10 000 individuals with life insurance	- Reports of service providers - Records of micro enterprises - Records of banking institutions	<ul style="list-style-type: none"> Favourable economic policies and regulations for development of small-scale businesses of the rural s Project support of sufficient interest to attract local business and management advisors
3. Local knowledge and cultural assets recognized as social and economic assets	30 cultural projects implemented benefiting 600 families 20 knowledge practices retrieved, developed and disseminated	- Records of community groups - Records of micro enterprises - Project Information System (visual records and testimonials)	<ul style="list-style-type: none"> Willingness to share knowledge

¹ The Logical Framework covers the whole project implementation period (2005 – 2012) and considers the results achieved by mid-term